

MADAGASCAR
Rapport de 2010 sur
la Promotion de la liberté et de la démocratie

Introduction

Les informations suivantes rapportent les priorités du Gouvernement américain ainsi que les activités de la Mission des Etats-Unis à Madagascar afin de promouvoir la démocratie et les droits de l'homme. Pour plus d'informations sur la situation des droits de l'homme à Madagascar, veuillez consulter le *Rapport de 2009 sur les pratiques concernant les droits de l'homme* et le *Rapport International sur la liberté religieuse*, disponibles à l'adresse suivante www.state.gov.

Partie 1: Objectifs du Gouvernement américain pour la démocratie

La première priorité des Etats-Unis au pays est de promouvoir le retour vers un gouvernement démocratique. Les Etats-Unis s'attèleront à encourager la tenue d'élections crédibles et consensuelles dans les plus brefs délais, et continueront à renforcer la société civile et la liberté de la presse afin de favoriser la participation des électeurs, engendrer un débat démocratique, et promouvoir la bonne gouvernance. En plus, les Etats-Unis vont continuer à accorder une priorité aux autres problèmes concernant les droits de l'homme dont les conditions carcérales, le travail des enfants et la traite de personnes.

Partie 2: Soutenir les premières Priorités et les autres aspects des Droits de l'homme et de la gouvernance démocratique

Parmi les efforts fournis par les Etats-Unis pour promouvoir le retour vers un gouvernement démocratique à l'aube du coup d'état de mars 2009 figurent la suspension de toute assistance non-humanitaire et la suspension de toute assistance bénéficiant directement au gouvernement; des déclarations publiques et un plaidoyer pour un retour immédiat vers la démocratie; et des efforts diplomatiques, en coordination avec d'autres gouvernements et entités multilatérales. Les Etats-Unis poursuivent les efforts destinés à promouvoir la bonne gouvernance en soutenant les organisations de la société civile œuvrant dans le domaine de la sécurité alimentaire et la santé dans les domaines clé du renforcement de capacité, le plaidoyer, la mise en réseau, la dissémination d'informations et la conception de stratégie. Le Gouvernement américain favorise l'objectif de bonne gouvernance au niveau de la population de base en promouvant l'implication de la société civile dans la

planification et la mise en œuvre des initiatives de développement auprès des communautés. Tout cela se fait dans le cadre d'un dialogue et d'une consultation avec les autorités locales.

Les efforts fournis par les Etats-Unis favorisent aussi la liberté de la presse et la liberté d'expression, surtout en améliorant l'accès des journalistes aux informations et en renforçant leur professionnalisme. Les Etats-Unis ont continué d'organiser la rencontre d'un groupe de discussion pour les journalistes anglophones. Des vidéoconférences et des discussions instantanées sur Internet sont utilisées pour donner aux journalistes des informations sur toute une gamme de sujets relatifs à la démocratie, y compris la politique aux Etats-Unis. Le Centre de Presse, géré par l'Ambassade des Etats-Unis à Antananarivo offre une plateforme où les journalistes Malagasy peuvent améliorer leur professionnalisme en jouissant d'accès aux ressources de presse, à Internet, aux journaux, magazines et autres sources d'information. Au cours de l'année dernière, le Centre de Presse a accueilli des intervenants issus des Etats-Unis pour parler de divers sujets concernant les femmes aux droits civiques, et va continuer à organiser de tels événements en 2010.

Afin de promouvoir le dialogue public sur les droits de l'homme, les Etats-Unis organisent et président la réunion mensuelle du Groupe de travail sur les Droits de l'Homme de Madagascar, qui demeure un forum public important où la communauté diplomatique et la société civile peuvent discuter de toute une panoplie de sujets comme la traite de personnes, le travail des enfants, la liberté religieuse, les droits des femmes, les droits des personnes vivant avec un handicap, le droit de choisir son gouvernement, la liberté de la presse et les droits reproductifs. Les Etats-Unis continuent à maintenir un certain nombre d'actions destinées particulièrement à aborder la question des conditions carcérales déplorable dans le pays. Avant le coup d'état de mars 2009, l'Ambassadeur des Etats-Unis a fait des interventions stratégiques dans le domaine des droits des prisonniers avec l'équipe chargée de la gouvernance au niveau de la présidence et le Ministère de la Justice. Mais suite au coup d'état, les responsables américains se sont abstenus de tenir des réunions publiques avec le régime de fait, pour éviter de donner l'impression de reconnaître le gouvernement illégitime. Cependant, l'Ambassadeur des Etats-Unis a lancé un appel, à plusieurs occasions, à l'endroit de tous les acteurs politiques impliqués dans la crise, pour que ces derniers s'abstiennent de toute violence et intimidation.

Des dirigeants locaux participent dans des programmes financés par les Etats-Unis pour effectuer une visite aux Etats-Unis afin de se pencher sur des sujets comme la démocratie à la communauté de base et le multipartisme, la bonne gouvernance et les défis pour les dirigeants Musulmans émergents.

Les Etats-Unis poursuivent les efforts destinés à améliorer le respect des droits des femmes et des enfants à travers des activités de sensibilisation, de plaidoyer et de protection.